

DEPARTEMENT DU  
LOIRET  
ARROND. DE  
MONTARGIS  
CANTON ET COMMUNE  
DE  
CHALETTE SUR LOING

REPUBLIQUE FRANCAISE

Extrait du Registre des

DELIBERATIONS  
DU CONSEIL MUNICIPAL

DATE DE CONVOCATION : 12 décembre 2024

DATE DE PUBLICATION : 20 décembre 2024

*L'an deux mille vingt quatre, le dix neuf décembre , à 18 h 00, les membres du CONSEIL MUNICIPAL se sont réunis en séance publique dans la salle ordinaire des séances, sur convocation adressée par le Maire conformément aux articles L 2121-10 et L 2121-12 du code général des collectivités territoriales.*

**ETAIENT PRESENTS :** M. DEMAUMONT – Mme HEUGUES – Mme PHESOR - M. ÖZTÜRK – Mme PASCAUD – M. MALGHI - Mme BRANDON – Mme RASAMOELY – Mme MANAI-AHMADI - Mme SOW – Mme BAYRAM – Mme CAYOUX - Mme HENRY - M. OREN – Mme PATUREAU - M. RENOUF – M. JOLIVET – Mme LAMA – M. FAURE – M. GUEDJ - Mme DURAND – M. BALABAN – Mme LOISEAU

**ABSENTS ET EXCUSES AYANT DONNE POUVOIR RESPECTIVEMENT :**

- M. KHALID à Mme HENRY
- M. BARAY à Mme HEUGUES
- M. TOUANE à M. DEMAUMONT
- M. CHRISTODOULOU à Mme LAMA

**ABSENTS ET EXCUSES :**

- M. RAMBAUD
- M. BA
- M. TAVARES
- Mme TORRES
- Mme PRIEUX

**ABSENTS :**

- Mme PERIERS

**SECRETAIRE DE SEANCE :**

- Mme CAYOUX

**OBJET :**  
**Distribution publique de gaz naturel – renouvellement et actualisation du contrat de concession Ville de Chalette-sur-Loing/GRDF**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

045-214500688-20241224-DEL\_2024\_1202-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 24/12/2024

## CHALETTE SUR LOING Conseil Municipal du 19 décembre 2024

**OBJET :**  
**Distribution publique de gaz naturel – renouvellement et  
 actualisation du contrat de concession Ville de Chalette-sur-  
 Loing/GRDF**

**Directrice de secteur** : Mme Pascale TRATNJEK

**Service** : Direction des Affaires Générales et Juridiques

**Affaire suivie par** : Mme Pascale TRATNJEK

**Mme HEUGUES** : La commune de Chalette-sur-Loing, dispose sur son territoire, d'un réseau de distribution publique de gaz naturel faisant partie de la zone de desserte exclusive de GRDF.

Les relations entre la commune et GRDF sont formalisées dans un traité de concession pour la distribution publique de gaz naturel signé le 25/01/1995 pour une durée de 30 ans à renouveler.

Ce traité arrivant prochainement à échéance, la commune a rencontré GRDF les 19/07/2024 et 10/09/2024 en vue de le renouveler.

Le nouveau traité de concession comprend les éléments suivants :

- La convention de concession qui précise le périmètre communal concédé, la durée de concession ainsi que les modalités de son évolution,
- Le cahier des charges de concession précisant les droits et obligations de chacun des cocontractants et précisant notamment que :
  - GRDF entretient et exploite les ouvrages de la concession en garantissant la sécurité des biens et des personnes et la qualité de la desserte,
  - GRDF développe le réseau de gaz naturel pour accompagner les projets d'aménagement de la commune et de raccordement au réseau de ses habitants.
- 10 documents annexes contenant des modalités spécifiques :

ANNEXE 1, Modalités et dispositions locales ;

ANNEXE 2, Eléments du Compte-Rendu d'Activité de la Concession prévu à l'Article 41 ;

ANNEXE 3, Indicateurs de qualité de services et de sécurité ;

ANNEXE 4, Données mises à disposition de l'Autorité Concédante ;

ANNEXE 5, Mesure de la performance du Concessionnaire ;

ANNEXE 5 bis, apportant des précisions méthodologiques relatives à l'indicateur de performance « Patrimoine » ;

ANNEXE 6, Règles de calcul des investissements ;

ANNEXE 7, Tarifs d'utilisation des réseaux publics de distribution de gaz et le facteur de facturation ;

ANNEXE 8, Catalogue des prestations ;

ANNEXE 9, Conditions générales d'accès au réseau de gaz (Conditions de Distribution) ;

ANNEXE 10, Prescriptions techniques du Concessionnaire.

Le cahier des charges proposé, établi selon un modèle négocié avec la FNCCR (Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies) et France urbaine, permet en particulier à la commune de percevoir

une redevance de fonctionnement annuelle couvrant les frais liés à l'activité d'autorité concédante. Le montant sera actualisé chaque année.

- de disposer d'un rapport d'activité pertinent de son concessionnaire sur l'exercice écoulé
- de suivre la performance du concessionnaire et d'apprécier les conditions de la gestion du service public de distribution du gaz naturel

Il est proposé au conseil municipal d'autoriser Monsieur le Maire à signer, pour une durée de 12 ans à compter de la signature par les deux parties, ce nouveau traité de concession pour la distribution publique en gaz naturel sur la commune.

### LE CONSEIL MUNICIPAL,

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales, l'article L.1411-12 prévoyant que « les dispositions des articles L. 1411-1 à L. 1411-11 ne s'appliquent pas aux délégations de service public lorsque la loi institue un monopole au profit d'une entreprise [ ... ] »,

**Vu** les lois n°46-628 du 8 avril 1946, n°2003-8 du 3 janvier 2003 et n°2006-1537 du 7 décembre 2006, instituant un monopôle de la distribution publique de gaz naturel au profit de Gaz de France et transférant ce monopole à GRDF, gestionnaire de réseau de distribution issu de la séparation juridique imposée à Gaz de France,

**Vu** l'article L. 111-53 du code de l'énergie au titre duquel GRDF est seule à pouvoir assurer la gestion des réseaux publics de distribution de gaz dans sa zone de desserte exclusive,

**ENTENDU** les explications du rapporteur,

### APRES EN AVOIR DELIBERE,

**AUTORISE** Monsieur le Maire à signer, pour une durée de 12 ans, à compter de la signature par les deux parties, ce nouveau traité de concession pour la distribution publique en gaz naturel sur la commune.

Nombre de membres en exercice	33	
Nombre de membres présents ou représentés	27	
Votes pour	26	
Votes contre	0	
Ne prend pas part au vote	1	- M. Jolivet

*Le Maire, soussigné,*

*\* certifie que la convocation du CONSEIL MUNICIPAL  
et le compte-rendu de la présente délibération ont  
été affichés conformément aux articles L 2121.10 et L 2121.12  
du CGCT,*

*\* certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet  
acte à compter du*

*\* informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours  
devant le Tribunal Administratif dans un délais de 2 mois à compter de  
la date de sa publication.*

POUR LE MAIRE EMPECHE, PAR SUITE DE  
LA 1<sup>ère</sup> ADJOINTE

Mme Marie-Madeleine HEUQUEL



Pour extrait certifié, conforme,

Le Maire,

Franck DEMAMONT.



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

045-214500688-20241224-DEL\_2024\_1202-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 24/12/2024